



Centre de Recherche pour l'étude et l'Observation des Conditions de vie

**LES CONSEQUENCES DE LA CRISE AUPRES DES MENAGES
ET PLUS PARTICULIEREMENT DES PLUS PAUVRES**

Enquête réalisée par le Département Évaluation des Politiques Sociales

Matthieu Angotti
Mirrdyn Denizeau
Christine Olm

Décembre 2008

PLAN

PREAMBULE	p3
1/ DESCRIPTION DE L'ECHANTILLON	p4
2/ LA SITUATION FINANCIERE DU MENAGE	p9
3/ LA CONSOMMATION : RESTRICTIONS ET VIGILANCE	p21
4/ LA VIE PROFESSIONNELLE	p28
5/ LE RECOURS A LA SOLIDARITE	p31
6/ CONCLUSION GENERALE SUR LA SITUATION ACTUELLE	p33
7/ANALYSE MULTIDIMENSIONNELLE : LES FACTEURS DE FRAGILITÉ	p34
ANNEXES	p41

PREAMBULE

L'enquête a été menée auprès de deux échantillons distincts, sur la base d'un seul questionnaire :

- Un échantillon des 1000 ménages représentatifs de l'ensemble des ménages métropolitains.
- Un échantillon des 300 ménages représentatifs de ceux en vivant en dessous du seuil de pauvreté (repérés en fonction de leurs revenus et de leur situation familiale).

Pour les deux échantillons, des quotas ont été suivis sur l'âge du chef de ménage, sur la situation par rapport au travail, sur la catégorie socioprofessionnelle, sur la taille d'agglomération de résidence et sur la région de résidence (ZEAT).

Ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Cette synthèse présente d'abord les résultats selon une double articulation :

- Une déclinaison thématique, suivant les grandes problématiques abordées dans le questionnaire : données sociodémographiques, situation financière, consommation, vie professionnelle, recours à la solidarité, vision générale de la situation actuelle.
- Une comparaison des réponses par public, en distinguant deux populations :
 - Les ménages français en général (1000 ménages) ;
 - Les ménages en situation de pauvreté (434 ménages, issus des deux échantillons initiaux, après reclassement en fonction des réponses en clair sur le montant de leurs revenus¹).

Nous mentionnons les écarts entre les réponses des deux populations quand ceux-ci sont apparus statistiquement significatifs (test Chi2).

Remarque : quand les questions ne concernent qu'une partie des personnes interrogées, les effectifs de répondants sont indiqués sous le tableau.

Profils spécifiques

Cette synthèse présente ensuite, pour les questions les plus pertinentes, des distinctions dans les réponses selon les quatre critères suivants : âge de la personne interrogée, situation familiale du ménage, situation professionnelle du ménage, catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage.

¹Les modalités selon lesquelles les ménages pauvres ont été identifiés, ainsi que le taux de pauvreté, figurent en annexe.

1/ DESCRIPTION DE L'ECHANTILLON

a. Situation familiale

a.1 Personnes seules / personnes en couple

- Comparaison entre les réponses des ménages français en général (Mfr) et celles des ménages en situation de pauvreté (Msp)

Vivez-vous seul ou en couple ?		Mfr	Msp
	Seul	37	51
	En couple	63	49
	Total	100%	100%

Les personnes représentant des ménages pauvres sont significativement plus nombreuses à vivre seules que celles représentant les ménages français en général (plus de la moitié contre un bon tiers).

a.2 Nombre d'enfants à charge

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Avez-vous des enfants à charge ?		Mfr	Msp
	aucun	58	48
	un	17	16
	2	17	18
	3 ou plus	9	18
	Total	100%	100%

Les ménages en situation de pauvreté ont plus d'enfants à charge que les ménages français en général. 52 % des premiers ont au moins un enfant à charge, contre 42% des seconds ; 18% des premiers ont au moins trois enfants à charge, contre 9% des seconds.

a.3 Typologie des ménages quant aux situations familiales

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

A partir des questions précédentes, on obtient la typologie suivante :

	Mfr	Msp
Personnes seules	30	33
Couples sans enfants à charge	28	15
Couples avec enfant à charge	35	34
Familles monoparentales	7	18
Total	100%	100%

On constate qu'il a près de trois fois plus de familles monoparentales chez les ménages pauvres que chez les ménages français en général (18% contre 7%).

b. Situation vis-à-vis du logement

b.1 Situation générale

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Actuellement, quelle est votre situation vis-à-vis du logement ?		Mfr	Msp
	Vous êtes propriétaire	61	38
	Vous êtes locataire	34	56
	Vous êtes hébergé à titre gratuit	5	6
	Total	100%	100 %C

Les ménages en situation de pauvreté sont nettement moins souvent propriétaires de logement que les ménages français en général (38% contre 61%). Pas de différence significative quant à l'hébergement.

b.2 Parmi les propriétaires : remboursements d'emprunts en cours

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Avez-vous des remboursements d'emprunt pour le paiement de votre logement en cours ?		Mfr	Msp
	Oui	39	29
	Non	61	71
	Total	100%	100%

Sur 602 Mfr et 164 Msp

Les ménages pauvres propriétaires de leur logement sont moins nombreux à avoir des remboursements en cours (29% contre 39%).

b.3 Parmi les locataires : part de HLM

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Etes-vous logé... ?		Mfr	Msp
	en HLM	41	47
	dans le parc privé	59	53
	Total	100%	100%

Sur 341 Mfr et 239 Msp

Entre 40 et 50% des locataires déclarent être logés en HLM. Pas de différence significative sur ce point.

c. Situation vis-à-vis de l'emploi

c.1 Situation générale par rapport au travail

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Actuellement, quelle est votre situation vis-à-vis de l'emploi ?		Mfr	Msp
	Vous travaillez	46	34
	Vous êtes au chômage (indemnisé ou non)	11	24
	Vous êtes en formation	2	4
	Vous êtes à la retraite	29	20
	Vous êtes sans travail et ne cherchez pas à en obtenir	12	16
	Autre	0	2
	Total	100%	100%

Les représentants des ménages pauvres sont nettement plus nombreux à déclarer être à la recherche d'un emploi : 24% contre 11% pour les représentants de l'ensemble des ménages français en général.

Concernant les personnes en recherche d'emploi, on ne note pas de différence significative entre les deux populations en termes d'ancienneté au chômage (environ 70% recherchent un emploi depuis moins de six mois).

c.2 Profession (actuelle ou passée)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Recodage de la profession		Mfr	Msp
	Agriculteur, exploitant	3	9
	Artisan, commerçant, Chef d'entreprise	6	4
	Cadre, profession intellectuelle et artistique, profession libérale	18	2
	Profession intermédiaire	24	9
	Employé	30	40
	Ouvrier	19	36
	Total	100%	100%

Sur 851 Mfr et 336 Msp

On trouve nettement moins de cadres et de professions intermédiaires parmi les représentants de ménages en situation de pauvreté que parmi les représentants des ménages français en général (respectivement 2 contre 18% et 9 contre 24%). On trouve au contraire beaucoup plus d'agriculteurs, d'employés et d'ouvriers (9 contre 3%, 40 contre 30% et 36 contre 19%).

c.3 Contrat de travail (pour les personnes qui travaillent)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

De quel type est votre contrat de travail ?	Mfr	Msp
CDI dans le secteur public	32	15
CDI dans le secteur privé	48	41
CDD	10	23
Intérim	2	7
Vous êtes à votre compte	8	12
Autre	0	2
Total	100%	100%

Sur 457 Mfr et 143 Msp

Les actifs occupés en situation de pauvreté sont presque trois fois plus souvent en contrats précaires (CDD ou en intérim) que les actifs occupés français en général (30% contre 12%). Ils sont deux fois moins nombreux à être en CDI dans le secteur public (15% contre 32%).

c.4 Situation générale du conjoint

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Actuellement, quelle est la situation de votre conjoint vis-à-vis de l'emploi ?	Mfr	Msp
Il travaille	62	48
Il est au chômage (indemnisé ou non)	5	14
Il est en formation	1	2
Il est à la retraite	23	18
Il est sans travail et ne cherche pas à en obtenir	8	17
Autre	0	1
Total	100%	100%

Sur 634 Mfr et 213 Msp

Moins de la moitié des conjoints des personnes représentant les ménages pauvres travaille, contre 62% pour les conjoints dans les ménages français en général. Les premiers sont trois fois plus nombreux que les seconds à être au chômage et deux fois plus nombreux à être inactifs sans chercher de travail (17% contre 8%).

c.5 Profession du conjoint (actuelle ou passée)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Recodage de la profession	Mfr	Msp
Agriculteur, exploitant	4	14
Artisan, commerçant, Chef d'entreprise	8	8
Cadre, profession intellectuelle et artistique, profession libérale	18	4
Profession intermédiaire	19	7
Employé	26	29
Ouvrier	24	38
Total	100%	100%

Sur 573 Mfr et 168 Msp

Comme pour les représentants des ménages en situation de pauvreté, on trouve nettement moins de cadres et de professions intermédiaires parmi leurs que parmi ceux des représentants des ménages français en général (respectivement 4 contre 18% et 7 contre 19%). On trouve beaucoup plus d'agriculteurs et d'ouvriers (14 contre 4% et 38 contre 24%). Le nombre d'employés est en revanche équilibré.

c.6 Contrat de travail du conjoint (pour les conjoints qui travaillent)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

De quel type est son contrat de travail ?	Mfr	Msp
CDI dans le secteur public	28	20
CDI dans le secteur privé	54	38
CDD	6	13
Intérim	2	3
Il est à son compte	10	21
Autre	0	5
Total	100%	100%

Sur 391 Mfr et 100 Msp

Comme pour les représentants des ménages en situation de pauvreté, leurs conjoints sont trois fois plus souvent en CDD ou en intérim que les conjoints des représentants des ménages français en général (26% contre 8%).

c.7 Typologie des ménages quant aux situations professionnelles

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

A partir des questions précédentes, on obtient la typologie suivante :

	Mfr	Msp
Couples bi-actifs (ou actif/retraité ou bi-retraités)	43	19
Un actif occupé	27	33
Aucun actif occupé	30	48
Total	100%	100%

La situation des ménages pauvres est ici singulièrement moins favorable que celle des ménages français en général : on trouve parmi les premiers beaucoup moins de couples bi-actifs (19% contre 43%) et beaucoup plus de ménages sans actif occupé (près de la moitié contre 30%).

2/ LA SITUATION FINANCIERE DU MENAGE

a. Niveau de revenus

a.1 Revenus mensuels par tranches (en intégrant l'ensemble des revenus du ménage)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

	Mfr	Msp
0 - 499 €	3	13
500 - 999 €	13	40
1000 - 1499 €	14	29
1500 - 1999 €	15	14
2000 - 2999 €	25	4
3000 - 3999 €	12	0
4000 € et plus	14	0
Refus	4	0
Total	100%	100%

En toute logique, les ménages pauvres ont des revenus bien inférieurs à la moyenne déclarée par les ménages français en général. Le haut de la courbe se situe dans la tranche 500-999 € pour les premiers, dans la tranche 2000-3000 € pour les seconds.

a.2 Régularité des revenus

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Vos revenus sont-ils à peu près réguliers d'un mois sur l'autre ?		Mfr	Msp
	Oui	87	75
	Non	13	25
	Total	100%	100%

Les ménages pauvres ont des revenus significativement moins réguliers que les ménages français en général.

a.3 Montant restant pour finir le mois, une fois les dépenses fixes payées

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Chaque mois, une fois payées toutes les dépenses "fixes" (loyer, remboursements de crédits, téléphone, charges...), à combien estimez-vous le montant qu'il vous reste pour payer les autres dépenses (alimentation, vêtement, loisirs...)?		Mfr	Msp
	montant négatif	6	15
	0-150 €	11	21
	151-250 €	8	20
	251-500 €	32	32
	501-900 €	15	9
	plus de 900 €	28	3
	Total	100%	100%

Sur 806 Mfr et 347 Msp (les autres n'ont souhaité répondre)

Le quart des ménages français estime disposer de moins de 250 euros pour finir le mois, une fois acquittées les dépenses fixes du foyer. Cette proportion grimpe à 56% pour les ménages pauvres. Parmi ces ménages pauvres, 15% déclarent des montants négatifs, ce qui signifie qu'ils s'endettent un peu plus chaque mois (seulement 6% des ménages français en général sont dans ce cas).

b. Ressenti vis-à-vis des revenus et des charges

b.1 Sentiment général vis-à-vis du revenu total disponible pour le ménage

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Si vous considérez le revenu total disponible actuel de votre ménage, vous pouvez vous en sortir...		Mfr	Msp
	Très difficilement	11	33
	Difficilement	21	36
	Plutôt difficilement	23	18
	Plutôt facilement	22	6
	Facilement	21	6
	Très facilement	2	1
	Total	100%	100%

Moins de la moitié des ménages français estiment pouvoir s'en sortir aujourd'hui plutôt facilement, facilement ou très facilement (46%) avec leur revenu disponible. Une proportion qui s'effondre à 13% pour les ménages en situation de pauvreté (le tiers d'entre eux s'estimant dans une position très difficile).

- Profils particuliers

On remarque un effet d'âge sur les réponses à cette question : les plus jeunes (18/29 ans) et les plus âgés (plus de 60 ans) sont nettement plus négatifs que les générations intermédiaires (30 /44 ans et 45/59 ans). Ainsi, pour les ménages en situation de pauvreté, les deux premières catégories expriment des difficultés à 90%, contre 80% pour les secondes.

Parmi les ménages français en général, on relève que les couples bi-actifs sont moins négatifs que les ménages avec un seul ou sans actif occupé (43% des premiers expriment des difficultés, contre plus de 60% pour les autres). Cet effet ne se retrouve pas chez les ménages pauvres.

Les cadres sont particulièrement positifs parmi les ménages français en général (moins de 30% expriment des difficultés), à l'opposé des employés, des ouvriers et des inactifs (plus de 70% expriment des difficultés). Là encore, l'effet est peu sensible chez les ménages pauvres.

Enfin, les familles monoparentales sont extrêmement négatives, que ce soit parmi les ménages français en général ou parmi les ménages pauvres : on a respectivement 80 et 100% de ménages exprimant des difficultés.

b.2 Comparaison par rapport à la situation passée

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté par rapport à il y a trois mois

Par rapport à la situation de votre ménage il y a trois mois, vous avez le sentiment...		Mfr	Msp
	De vous en sortir plus difficilement	47	51
	Qu'il n'y a pas de changement	50	45
	De vous en sortir plus facilement	3	4
	Total	100%	100%

Environ la moitié des ménages français, pauvres ou non, estime s'en sortir plus difficilement aujourd'hui qu'il y a trois mois. Pas de différence significative sur ce point.

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté par rapport à il y a un an (si pas de changement depuis trois mois)

Par rapport à la situation de votre ménage il y a un an, vous avez le sentiment...		Mfr	Msp
	De vous en sortir plus difficilement	37	42
	Qu'il n'y a pas de changement	54	53
	De vous en sortir plus facilement	9	5
	Total	100%	100%

Sur 514 Mfr et 199 Msp

Parmi ceux, pauvres ou non, qui estiment qu'il n'y a pas de changement depuis trois mois, autour de 40% estiment que leur situation s'est tout de même dégradée depuis un an. Pas de différence significative sur ce point.

Récapitulatif : 64% des ménages français en général estiment s'en sortir plus difficilement que par le passé (que ce soit depuis 3 mois ou un an). Cette proportion est de 70% chez les ménages pauvres, la différence n'est pas significative.

b.3 Explication des difficultés qui augmentent (si difficultés ont augmenté)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

A quoi est due cette évolution ?	Mfr	Msp
	Vos ressources ont diminué	10
Vos charges ont augmenté	60	43
Les deux à la fois	30	41
Autre	0	1
Total	100%	100%

Sur 642 Mfr et 302 Msp

Parmi les ménages qui estiment que leurs difficultés augmentent (depuis trois mois ou un an), on constate une différence d'explication entre les ménages en situation de pauvreté et l'ensemble des ménages français. Les premiers mettent plus en avant la conjonction d'une diminution des ressources et d'une augmentation des charges (41% contre 30% pour « les deux à la fois »), tandis que les seconds se focalisent sur l'augmentation des charges (60% contre 43% se positionnent sur cette réponse).

b.4 Explication des ressources qui diminuent (si ressources ont diminué)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Pour quelle raison vos ressources ont-elles diminué ? (réponses multiples)	Mfr	Msp
	Vous avez connu un changement dans votre vie professionnelle	88
Vous avez connu un changement dans votre vie familiale	18	22

Sur 64 Mfr et 45 Msp

Les diminutions de ressources s'expliquent essentiellement par des changements dans la vie professionnelle des personnes concernées. Pas de différence significative sur ce point.

b.5 Explication des charges qui augmentent (si charges ont augmenté)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Pour quelle raison vos ressources ont-elles diminué ? (réponses multiples)	Mfr	Msp
	Vous avez connu un changement dans votre vie familiale	7
Vous avez dû faire face à des dépenses imprévues	20	17
La vie est devenue plus chère	93	94

Sur 377 Mfr et 131 Msp

Selon les personnes concernées, les augmentations de charges constatées sont essentiellement dues à une augmentation du coût de la vie. Pas de différence significative sur ce point.

b.6 Projection sur les trois prochains mois

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

En vous projetant maintenant sur les trois prochains mois, vous avez le sentiment...		Mfr	Msp
	Que vous vous en sortirez plus difficilement	39	42
	Qu'il n'y aura pas de changement	49	42
	Que vous vous en sortirez plus facilement	6	9
	(nsp)	6	7
Total	100%	100%	

Les ménages interrogés, pauvres ou non, estiment à environ 40% que leur situation risque de se détériorer dans les mois à venir. Pas de différence significative sur ce point.

b.7 Explication d'une probable augmentation des difficultés (si augmentation projetée)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

A quoi sera due cette évolution ?		Mfr	Msp
	Vos ressources risquent de diminuer	13	11
	Vos charges risquent d'augmenter	48	47
	Les deux à la fois	36	40
	(nsp)	3	2
	Autre	0	0
Total	100%	100%	

Sur 395 Mfr et 180 Msp

Les ménages concernés craignent d'abord une augmentation de leurs charges, puis une conjonction de cette augmentation avec une diminution de leurs ressources. Pas de différence significative sur ce point.

b.8 Explication d'une probable diminution des ressources (si diminution projetée)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Pour quelle raison vos ressources risquent-elles de diminuer ? (réponses multiples)		Mfr	Msp
	Vous risquez de connaître un changement dans votre vie professionnelle	96	95
	Vous risquez de connaître un changement dans votre vie familiale	2	11
Autres	2	0	

Sur 51 Mfr et 19 Msp

Là encore, les diminutions de ressources projetées s'expliquent essentiellement par des changements dans la vie professionnelle des personnes concernées. Pas de différence significative sur ce point.

b.9 Explication d'une probable augmentation des charges (si augmentation projetée)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

A quoi sera due cette évolution ?		Mfr	Msp
(réponses multiples)	Vous risquez de connaître un changement dans votre vie familiale	10	8
	La vie va devenir plus chère	91	87
	Vous allez devoir faire face à des dépenses exceptionnelles	24	17
	(nsp)	0	1
	Autre	0	0
	Total	100%	100%

Sur 187 Mfr et 84 Msp

Là encore, selon les personnes concernées, les augmentations de charges projetées sont essentiellement dues à une augmentation du coût de la vie. Pas de différence significative sur ce point.

c. Gestion du budget : débits et crédits

c.1 Découverts bancaires

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Au cours des trois derniers mois, vous avez été à découvert...		Mfr	Msp
	Plus souvent qu'avant	17	28
	Aussi souvent qu'avant	15	17
	Moins souvent qu'avant	5	6
	Jamais	63	49
	Total	100%	100%

17% des ménages français déclarent avoir été à découvert plus souvent qu'auparavant au cours des trois derniers mois, une proportion qui grimpe à près du tiers pour les ménages pauvres (28%).

c.2 Usage de l'argent déjà mis de côté

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Au cours des trois derniers mois, avez-vous puisé dans vos économies pour équilibrer votre budget ?		Mfr	Msp
	Oui, plus qu'auparavant	40	42
	Oui, comme d'habitude	14	15
	Non, pas particulièrement	37	22
	Pas d'économies disponibles	9	21
	Total	100%	100%

Environ 40% des ménages interrogés, pauvres ou non, déclarent avoir puisé dans leurs économies *plus qu'auparavant* au cours des trois derniers mois. Pas de différence significative sur ce point.

A noter : plus d'un ménage pauvre sur cinq déclare ne pas avoir d'économies disponibles, contre 9% des ménages français en général.

c.3 Constitution d'épargne (si les ménages n'ont pas puisé dans leurs économies)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Au cours des trois derniers mois, avez-vous mis de l'argent de côté ?		Mfr	Msp
	Non	51	78
	Oui, en vous restreignant plus que d'habitude	12	7
	Oui, sans vous restreindre plus que d'habitude	37	15
	Total	100%	100 %C

Sur 367 Mfr et 95 Msp

La moitié des ménages français qui n'a pas puisé dans ses économies a réussi à mettre de l'argent de côté au cours de trois derniers mois, une proportion qui chute à 22% pour les ménages pauvres.

Autrement dit, 18% des ménages français en général et 5% des ménages pauvres ont mis de l'argent de côté au cours des trois derniers mois, sans toucher à leur épargne.

c.4 Annulation ou retard de dépense pour raisons financières

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Au cours des trois derniers mois, avez-vous annulé ou retardé une dépense importante pour des raisons financières ?		Mfr	Msp
	Oui	40	52
	Non	60	48
	Total	100%	100%

40% des ménages français déclarent avoir retardé ou annulé une dépense importante au cours des trois derniers mois, une proportion qui monte à plus de 50% pour les ménages pauvres.

c.5 Remboursements de crédits ou d'emprunts

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Vous ou quelqu'un de votre ménage doit-il actuellement rembourser des sommes provenant de crédits ou d'emprunts (tout crédit) ?		Mfr	Msp
	Oui	49	41
	Non	51	59
	Total	100%	100%

Un peu moins de la moitié des ménages français, pauvres ou non, doivent actuellement rembourser des sommes provenant de crédits ou d'emprunts. Pas de différence significative sur ce point.

c.6 Charge représentée par ces remboursements (si remboursements constatés)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Pour votre ménage, les remboursements de vos crédits ou emprunts sont-ils...		Mfr	Msp
	Une charge importante	43	61
	Une charge moyenne	45	33
	Ce n'est pas un problème	12	6
	Total	100%	100%

Sur 489 Mfr et 179 Msp

Les ménages français qui ont un crédit ou un emprunt à rembourser sont 43% à estimer qu'il s'agit là d'une charge importante dans leur budget. Cette proportion s'élève à 61% pour les ménages pauvres concernés.

Autrement dit, 21% des ménages français et 25% des ménages pauvres ont actuellement une charge importante à rembourser, relative à un emprunt ou un crédit.

c.7 Usage du crédit à la consommation

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, avez-vous (ou quelqu'un de votre ménage) pris un crédit à la consommation ?		Mfr	Msp
	Oui	13	10
	Non	87	90
	Total	100%	100%

Entre 10 et 15% des ménages français, pauvres ou non, ont eu recours au crédit à la consommation au cours de l'année écoulée. Pas de différence significative sur ce point.

c.8 Organismes créditeurs (si crédit à la consommation pris dans l'année écoulée)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Etait-ce auprès...		Mfr	Msp
	D'une banque	50	39
	D'un organisme de crédit (type Cofinoga, Cetelem, Sofinco...)	30	34
	D'un magasin	20	22
	Autre	0	5
	Total	100%	100%

Sur 130 Mfr et 41 Msp

Ces crédits proviennent généralement des banques, devant les organismes de crédit, puis les magasins. Pas de différence significative sur ce point.

c.9 Destination du crédit à la consommation (si crédit pris dans l'année écoulée)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Etait-ce...	Mfr	Msp
	Pour un achat absolument indispensable	55
Pour un achat plutôt de confort	27	15
Pour boucler votre budget	18	24
Total	100%	100%

Sur 130 Mfr et 41 Msp

Ces crédits servent avant tout à un achat indispensable. Notons tout de même qu'environ un ménage concerné sur cinq s'en sert pour boucler son budget. Pas de différence significative sur ce point.

d. Difficultés financières

d.1 Difficultés à payer des factures

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Avez-vous eu, au cours des trois derniers mois, des difficultés pour payer une ou plusieurs factures, à cause de problèmes d'argent ?	Mfr	Msp
	Oui	23
Non	77	57
Total	100%	100%

Près d'un ménage français sur 4 déclare avoir eu du mal à payer une ou plusieurs factures au cours des trois derniers mois, une proportion qui double chez les ménages pauvres (43%).

d.2 Factures concernées (si difficultés constatées ces trois derniers mois)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Cette ou ces factures étaient relatives...	Mfr	Msp
	A votre loyer	24
Au remboursement d'emprunt pour votre logement	11	6
A vos charges (électricité, eau, gaz, etc.)	58	66
Au remboursement de crédit à la consommation	16	15
A des dépenses de santé	18	21
A des amendes, contraventions	7	12
A des impôts & taxes	38	30
Dépenses courantes (véhicule, assurance, téléphone...)	14	10

Sur 398 Mfr et 187 Msp

Pauvres ou non, les ménages ayant connu des difficultés de paiement pointent surtout les factures relatives aux charges courantes (électricité, eau, gaz, etc.), devant les impôts et les taxes. Pas de différence significative sur ce point.

d.3 Procédures de saisie (si difficultés constatées ces trois derniers mois)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Une procédure de saisie a-t-elle été lancée à votre égard ?		Mfr	Msp
	Oui	4	12
	Non	96	88
	Total	100 %	100%

Sur 225 Mfr et 187 Msp

Les procédures de saisie concernent 12% des ménages pauvres ayant connu des difficultés à payer des factures, soit trois fois plus que pour les ménages français en général.

d.4 Capacité à faire face à un imprévu de l'ordre de 750 €

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Dans le cas où votre ménage serait obligé de faire face à des dépenses inattendues, d'un montant d'environ 750 €, votre ménage peut-il payer cette somme uniquement avec ses propres moyens (salaire, épargne, pensions, etc.) ?		Mfr	Msp
	Oui	63	31
	Non	37	69
	Total	100%	100%

37% des ménages français déclarent être dans l'incapacité de faire face, seul, à une dépense imprévue de l'ordre de 750 €. Cette proportion double presque pour les ménages pauvres (69%).

d.5 Capacité d'emprunt pour un montant de l'ordre de 750 €

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Pensez-vous que vous pourriez obtenir un prêt pour la totalité de ce montant à la banque ou auprès d'un autre organisme de crédit ?		Mfr	Msp
	Oui	62	35
	Non	29	56
	(nsp)	9	9
	Total	100%	100%

29% des ménages français estiment qu'ils ne pourraient pas non plus obtenir un prêt de l'ordre de 750 € pour faire face à une dépense imprévue. Une proportion qui, là encore, double pour les plus pauvres (56%).

d.6 Vente d'objets personnels pour des raisons financières

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Au cours des trois derniers mois, pour des raisons financières, avez-vous vendu des objets vous appartenant ?		Mfr	Msp
	Oui	7	12,9
	Non	93	87,1
	Total	100%	100%

Peu de ménages français ont eu récemment recours à la vente d'objets personnels pour raisons financières (autour de 10%). Pas de différence significative sur ce point.

e. Surendettement et situation de pauvreté

e.1 Surendettement

- Les ménages français en général

Considérez-vous être actuellement en situation de surendettement ?		Mfr	Msp
	Oui	7	16
	Non	93	84
	Total	100%	100%

7% des ménages français et 16% des ménages pauvres s'estiment en situation de surendettement.

e.2 Dépôts de dossiers de surendettement (si surendettement)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Avez-vous déposé un dossier de surendettement ?		Mfr	Msp
	Oui	28	31
	Non	72	69
	Total	100%	100%

Sur 66 Mfr et 71 Msp

Un tiers environ des ménages qui s'estiment en situation de surendettement a déposé un dossier. Pas de différence significative sur ce point.

e.3 Ressenti quant à une situation de pauvreté

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Considérez-vous être actuellement en situation de pauvreté ?		Mfr	Msp
	Oui	13	43
	Non	87	57
	Total	100%	100%

Si près de 15% des ménages français s'estiment en situation de pauvreté, on constate que moins de la moitié des ménages pauvres déclare se sentir effectivement en situation de pauvreté.

- Profils particuliers

On remarque un effet d'âge sur les réponses à cette question : plus l'âge avance, moins les personnes s'estiment en situation de pauvreté. Ainsi, les jeunes français en général (18/29 ans) s'estiment pauvres à 18%, une proportion qui monte à 48% pour les jeunes en situation de pauvreté. A l'inverse, les français de plus de 60 ans s'estiment pauvres à 10%, une proportion qui passe à 35% pour les pauvres de plus de 60 ans.

Les couples bi-actifs s'estiment logiquement moins en situation de pauvreté que les autres, que ce soit chez les ménages français en général ou chez les ménages pauvres. A noter : près du quart de ménages français sans actif occupé s'estime dans une situation de pauvreté (23%).

Parmi les ménages français en général, pratiquement aucun cadre ne s'estime en situation de pauvreté, contrairement aux employés (22%) et aux ouvriers (19%). Les retraités sont peu nombreux à s'estimer en situation de pauvreté : 8% chez les ménages français en général et 31% chez les ménages pauvres.

Enfin, les familles monoparentales sont très nombreuses à s'estimer en situation de pauvreté, que ce soit parmi les ménages français en général ou parmi les ménages pauvres : on a respectivement 43 et 65% de familles monoparentales exprimant cette opinion.

3/ LA CONSOMMATION : RESTRICTIONS ET VIGILANCE

a. Restriction de consommation

a.1 Sentiment général quant aux restrictions

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Depuis 3 mois, est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?		Mfr	Msp
	Oui, plus que d'habitude	39	51
	Oui, autant que d'habitude	24	26
	Non	37	23
Total	100%	100%	

Près des deux tiers des ménages français estiment devoir se restreindre depuis trois mois, dont 39% se restreindre *plus que d'habitude*. Ces proportions grimpent à 77% et 51% pour les ménages en situation de pauvreté.

- Profils particuliers

Les jeunes (18/29) en situation de pauvreté sont particulièrement nombreux à s'imposer des restrictions *plus que d'habitude* : 65 %. C'est également le cas pour 46% des jeunes français en général.

Les ménages français avec un seul actif occupé sont particulièrement touchés par les restrictions : 45% estiment s'imposer plus de restrictions que d'habitude depuis trois mois. Cette proposition passe à 59% pour les ménages pauvres avec un seul actif occupé.

Parmi les ménages pauvres, ce sont les professions intermédiaires et les employés qui sont proportionnellement les plus nombreux à s'imposer plus de restrictions que d'habitude (autour de 64% pour les deux populations). L'effet CSP est moins net chez les ménages français en général.

Enfin, les familles monoparentales sont très nombreuses à estimer s'imposer plus de restrictions que d'habitude, que ce soit parmi les ménages français en général ou parmi les ménages pauvres : on a respectivement 54 et 62 % de familles monoparentales exprimant cette opinion.

a.2 Explication de ces restrictions en général (si sentiment de restriction)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Si vous vous restreignez depuis trois mois, est-ce plutôt...			
	Parce que votre situation actuelle vous y oblige	29	40
	Parce que vous anticipez des difficultés à venir	30	16
	Les deux	41	44
	Total	100%	100%

Sur 613 Mfr et 334 Msp

Plus de 40% des ménages français qui se restreignent, qu'ils soient pauvres ou non, estiment que leurs restrictions actuelles sont dues à la fois à des difficultés présentes et à l'anticipation de difficultés futures. Une différence apparaît cependant entre les ménages français en général et les ménages en situation de pauvreté : les seconds soulignent plus que les premiers leurs difficultés actuelles (40% contre 29%).

a.3 Postes affectés par les restrictions (si sentiment de restriction)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Sur quels postes de dépenses vous imposez-vous des restrictions ?		Mfr qui se restreignent	Rapporté aux Mfr dans leur ensemble	Msp qui se restreignent	Rapporté aux Msp dans leur ensemble
Les soins médicaux	Oui	18%	11%	31%	24%
La voiture (entretien et essence)	Oui	54%	33%	54%	41%
L'achat d'équipement ménager	Oui	67%	41%	68%	52%
L'alimentation	Oui	57%	35%	66%	51%
Les vacances et les loisirs	Oui	85%	52%	85%	65%
L'habillement	Oui	79%	48%	81%	62%
Le logement	Oui	25%	15%	38%	29%
Les dépenses pour les enfants	Oui	26%	16%	38%	29%
Le téléphone (portable compris)	Oui	55%	34%	69%	53%
Un autre poste de dépenses (à reclasser)	Oui	20%	12%	18%	14%

Sur 613 Mfr et 334 Msp

Les postes les plus touchés par les restrictions actuelles sont globalement les vacances et les loisirs (85% des ménages qui se restreignent, pauvres ou non, citent ce poste), l'habillement (autour de 80%) et l'achat d'équipement ménager (autour de 67%). Pas de différence significative sur ces points.

A noter : les ménages pauvres qui se restreignent le font significativement plus sur les soins médicaux, l'alimentation, le logement et les dépenses pour les enfants, ainsi que sur le téléphone.

Si l'on rapporte ces données à l'ensemble des ménages interrogées, on constate que plus de la moitié des ménages français se restreignent aujourd'hui sur les vacances et les loisirs. Quant aux ménages pauvres, plus de la moitié se restreignent sur l'alimentation et près du quart sur les soins médicaux.

b. Zoom sur l'alimentation

b.1 Comparaison par rapport à la situation passée

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté par rapport à il y a trois mois

Concernant l'alimentation, avez-vous eu le sentiment de changer vos habitudes pour des raisons budgétaires ? (au cours des trois derniers mois)		Mfr	Msp
	Oui	45	60
	Non	55	40
	Total	100%	100%

Près de la moitié des ménages français affirment avoir changé leurs habitudes alimentaires, au cours des trois derniers mois, pour des raisons budgétaires. Une proportion qui monte à 60% pour les ménages pauvres.

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté par rapport à il y a un an (si pas de changement depuis trois mois)

Concernant l'alimentation, avez-vous eu le sentiment de changer vos habitudes pour des raisons budgétaires ? (depuis un an)		Mfr	Msp
	Oui	19	28
	Non	81	72
	Total	100%	100%

Sur 574 Mfr et 177 Msp

Parmi les ménages français qui n'ont pas changé leurs habitudes alimentaires depuis trois mois, un sur cinq admet l'avoir fait depuis un an. Cette proportion est de 28% chez les ménages pauvres.

Récapitulatif : 54% des ménages français en général ont changé leurs habitudes alimentaires (que ce soit depuis 3 mois ou un an). Cette proportion grimpe à 71% chez les ménages pauvres.

b.2 Aspects des changements d'habitudes (si constatés depuis 3 mois ou 1 an)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Concrètement, avez-vous tendance à...		Mfr qui ont changé leurs habitudes	Rapporté aux Mfr dans leur ensemble	Msp qui ont changé leurs habitudes	Rapporté aux Msp dans leur ensemble
Diminuer votre consommation de viande ou de poisson	Oui	66	36	77	54
Diminuer votre consommation de fruits et légumes	Oui	41	22	56	39
Eviter certains produits trop chers (fromage, biscuits...)	Oui	88	48	89	63
Diminuer globalement les portions de vos repas	Oui	24	13	33	23
Manger moins souvent à l'extérieur	Oui	80	43	75	53
Sauter des repas	Oui	18	10	31	22
Choisir des magasins moins chers	Oui	84	46	88	63
Choisir des marques moins chères	Oui	89	48	91	65

Sur 542 Mfr et 308 Msp

Les changements d'habitudes se traduisent surtout par le fait d'éviter certains produits trop chers (un peu moins de 90% des ménages concernés, pauvres ou non, cite cet élément), devant le fait de choisir des marques et des magasins moins chers (autour de 85%), puis le fait de manger moins souvent à l'extérieur (entre 75 et 80%). Pas de différence significative sur ces points.

A noter : les ménages pauvres ont beaucoup plus tendance à diminuer leur consommation de viande, de poisson, de fruits et de légumes, ou encore à sauter des repas.

Si l'on rapporte ces données à l'ensemble des ménages interrogées, on constate que près de la moitié des ménages français évitent certains produits trop chers et choisissent des marques et magasins moins chers. Quant aux ménages pauvres, plus de la moitié ont diminué leur consommation de viande et de poisson au cours des derniers mois et que près du quart admettent sauter des repas.

b.3 Occurrence des journées passées sans manger sur les 2 dernières semaines

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Au cours des deux dernières semaines, vous est-il arrivé (à vous ou à quelqu'un du ménage) de passer une journée sans prendre au moins un repas complet, par manque d'argent ?		Mfr	Msp
	Oui	5	15
	Non	95	85
	Total	100%	100%

5% des ménages français signalent qu'il est arrivé à quelqu'un du ménage de passer une journée sans manger au cours des deux dernières semaines, par manque d'argent. Cette proportion est de 15% chez les ménages pauvres.

c. Zoom sur les loisirs

c.1 Changements d'habitudes sur ce poste depuis trois mois

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Concernant les loisirs en particulier, au cours des trois derniers mois, avez-vous restreint...		Mfr	Msp
Vos sorties le soir et le week-end (restaurant, cinéma...)	Oui	48	53
	Non	33	18
	Non concerné, ne fait jamais cette dépense	19	29
	Total	100%	100 %
Les visites à vos proches (famille, amis)	Oui	22	35
	Non	75	59
	Non concerné, ne fait jamais cette dépense	3	6
	Total	100%	100%
Les invitations de ces proches chez vous	Oui	27	45
	Non	70	49
	Non concerné, ne fait jamais cette dépense	3	6
	Total	100%	100%
Des achats de livres, de disques, de DVD, de jeux vidéo...	Oui	50	62
	Non	38	22
	Non concerné, ne fait jamais cette dépense	12	16
	Total	100%	100%

Près de la moitié des ménages français ont restreint leurs sorties depuis trois mois et la moitié a restreint ses achats de produits culturels, cette dernière proportion grimant à 62% pour les ménages pauvres. Ceux-ci se restreignent en outre significativement plus que les ménages français en général sur les visites à des proches et sur les invitations de ces proches à domicile.

c.2 Zoom sur les prochaines vacances

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Concernant les prochaines vacances, vous diriez plutôt que...		Mfr	Msp
	Vous partirez comme prévu	22	8
	Vous avez dû revoir vos plans pour des questions de budget, mais vous partirez quand même	7	2
	Vous ne savez pas encore si vous allez pouvoir partir	11	8
	C'est sûr, vous ne partirez pas alors que vous comptiez le faire	5	10
	Vous n'avez pas prévu de partir en vacances dans les 3 mois qui viennent	55	72
	Total	100%	100%

On remarque d'abord que 55% des ménages français et près des trois quarts des ménages pauvres n'ont pas prévu de partir en vacances dans les trois mois qui viennent. On remarque ensuite que seuls 22% des ménages français vont partir « comme prévu », une proportion qui chute à 8% pour les ménages pauvres.

c.3 Zoom sur les cadeaux de Noël

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Concernant le budget consacré aux cadeaux de Noël prochain, vous prévoyez de dépenser...		Mfr	Msp
	Moins que l'an passé		48
Autant que l'an passé		40	26
Plus que l'an passé		5	4
(non concerné)		7	11
Total		100%	100%

Près de la moitié des ménages français et près de 60% des ménages pauvres prévoient de dépenser moins que l'an passé pour les cadeaux de Noël.

c.4 Zoom sur les festivités de Noël

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Et concernant maintenant le budget consacré aux festivités de Noël prochain, vous prévoyez de dépenser...		Mfr	Msp
	Moins que l'an passé		45
Autant que l'an passé		45	27
Plus que l'an passé		3	2
(non concerné)		7	15
Total		100%	100%

On retrouve sensiblement les mêmes réponses pour les dépenses liées aux festivités de Noël.

d. Zoom sur la santé : changements d'habitudes sur ce poste

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Concernant la santé en particulier, au cours des 3 derniers mois, avez-vous renoncé :		Mfr	Msp
	A une consultation de spécialiste	Oui	12
A des soins bucco-dentaires	Oui	15	31
A des soins optiques	Oui	11	22
A de tels soins pour vos enfants	Oui	2	6

Question santé, les ménages pauvres se restreignent significativement plus que les ménages français en général. On note ainsi que près du tiers a récemment renoncé à des soins bucco-dentaires (contre 15% des ménages français en général).

e. Vigilance quant à la consommation

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Globalement, est-ce que vous...		Mfr	Msp
Comparez les prix entre commerces	Plus que d'habitude	50	55
	Autant que d'habitude	40	33
	Moins que d'habitude	1	3
	Ne Fait pas	9	9
	(nsp)	0	0
	Total	100%	100%
Faites des achats sur coup de tête	Plus que d'habitude	1	2
	Autant que d'habitude	19	10
	Moins que d'habitude	42	39
	Ne Fait pas	38	49
	(nsp)	0	0
	Total	100%	100%
Profitez des offres promotionnelles	Plus que d'habitude	37	40
	Autant que d'habitude	41	31
	Moins que d'habitude	8	12
	Ne Fait pas	14	17
	(nsp)	0	0
	Total	100%	100%
Utilisez les bons d'achat distribués par les magasins	Plus que d'habitude	18	23
	Autant que d'habitude	48	37
	Moins que d'habitude	5	9
	Ne Fait pas	27	31
	(nsp)	1	0
	Total	100%	100%
Privilégier les achats dans les magasins discounts	Plus que d'habitude	29	44
	Autant que d'habitude	41	32
	Moins que d'habitude	5	6
	Ne Fait pas	24	17
	(nsp)	1	1
	Total	100%	100%

Plus de la moitié des ménages interrogés, pauvres ou non, comparent plus les prix que d'habitude, et près de 40% et profitent plus que d'habitude des offres promotionnelles. Pas de différence significative sur ce point.

Les ménages pauvres sont beaucoup plus nombreux à ne pas faire d'achat sur un coup de tête (49% contre 38% des ménages français en général) et à privilégier plus que d'habitude les magasins discounts (44% contre 29%).

4/ LA VIE PROFESSIONNELLE

a. Pour les personnes en emploi

a.1 Stabilité de la situation professionnelle

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Vous considérez que votre situation professionnelle est...		Mfr	Msp
	Très stable	31	14
Plutôt stable	49	37	
Plutôt précaire	15	34	
Très précaire	5	15	
Total	100%	100%	

Sur 457 Mfr et 143 Msp

20% des actifs occupés dans leur ensemble estiment leur situation professionnelle plutôt voire très précaire. Cette proportion atteint 49% pour les actifs occupés dont le ménage est en situation de pauvreté.

a.2 Stress au travail

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Vous considérez que le niveau de stress dans votre univers professionnel est...		Mfr	Msp
	Très fort	23	17
Assez fort	40	38	
Assez faible	25	30	
Très faible	12	15	
Total	100%	100%	

Sur 457 Mfr et 143 Msp

63% des actifs occupés dans leur ensemble qualifient d'assez ou de très fort le stress dans leur univers professionnel. La proportion est un peu moindre chez les actifs occupés dont le ménage est en situation de pauvreté (55%). L'écart est tout juste significatif.

a.3 Plus de travail pour augmenter les revenus, sur les trois derniers mois

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Avez-vous augmenté vos revenus en travaillant plus ? (ces trois derniers mois)		Mfr	Msp
	Oui	17	16
Non	83	84	
Total	100%	100%	

Sur 457 Mfr et 143 Msp

A peine plus de 15% des actifs occupés ont augmenté leurs revenus en travaillant plus au cours des trois derniers mois. Pas de différence significative sur ce point.

a.4 Diminution des heures supplémentaires ces 3 derniers mois (si pas d'augmentation du travail)

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Ces trois derniers mois, avez-vous diminué le nombre de vos heures supplémentaires ?		Mfr	Msp
	Oui, par choix	3	6
	Oui, parce qu'on vous l'a demandé	5	6
	Non	42	32
	Non concerné	51	56
	Total	100%	100%

Sur 381 Mfr et 120 Msp

A peine plus de 10% des actifs occupés n'ayant pas travaillé plus ont en outre diminué le nombre de leurs heures supplémentaires. Pas de différence significative sur ce point.

a.5 Chômage partiel ces trois derniers mois

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Ces trois derniers mois, avez-vous été confronté à des périodes de chômage partiel ?		Mfr	Msp
	Oui	8	20
	Non	92	80
	Total	100%	100%

Sur 457 Mfr et 143 Msp

Si moins de 10% des actifs français occupés ont connu le chômage partiel au cours des trois derniers mois, cette proportion est de 20% pour les actifs occupés en situation de pauvreté.

a.6 Projection de chômage partiel sur les mois à venir

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Craignez-vous d'y être confronté dans les mois qui viennent ?		Mfr	Msp
	Oui	24	38
	Non	76	62
	Total	100%	100%

Sur 457 Mfr et 143 Msp

Près d'un actif occupé sur 4 craint d'être confronté au chômage partiel dans les mois à venir. Parmi les actifs occupés en situation de pauvreté, ils sont 38% à le craindre.

b. Pour les personnes en recherche d'emploi

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Vous avez le sentiment que votre recherche d'emploi est... (depuis trois mois)		Mfr	Msp
	Plus difficile qu'avant	68	79
	Aussi difficile qu'avant	27	19
	Plus facile qu'avant	5	2
Total	100%	100%	

Sur 103 Mfr et 102 Msp

Une forte majorité de chômeurs estime que la recherche d'emploi est devenue plus difficile depuis trois mois. L'écart entre les deux populations n'est pas significatif.

5/ LE RECOURS A LA SOLIDARITE

a. Appels à l'aide

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

En 2008, avez-vous fait appel...		Mfr	Msp
A une aide matérielle d'un proche (famille, ami)	Oui	12	23
Aux services d'une assistante sociale	Oui	9	25
A une aide matérielle de la mairie ou du CCAS	Oui	4	13
A une aide matérielle de la CAF ou du Conseil Général	Oui	8	17
A une association d'aide aux personnes en difficulté	Oui	2	5

Les ménages français en général ont peu fait appel à une aide extérieure au cours de l'année 2008. En revanche, un ménage pauvre sur quatre a fait appel aux services d'une assistante sociale, 23% à une aide matérielle d'un proche et 17% à une aide matérielle de la CAF ou du Conseil Général.

b. Aide apportée aux autres

b.1 Dons à des associations

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

En 2008, avez-vous fait des dons à des associations ?		Mfr	Msp
	Oui, plus qu'auparavant	5	3
	Oui, comme d'habitude	39	21
	Oui, moins qu'auparavant	11	9
	Non	44	68
	Total	100%	100%

Plus de la moitié des ménages français en général déclarent avoir fait des dons à des associations en 2008, contre 32% des ménages pauvres. Les habitudes ont peu évolué en 2008.

b.2 Projections de dons à des associations dans les mois qui viennent

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Envisagez-vous de faire des dons à des associations dans les mois qui viennent ?		Mfr	Msp
	Oui, plus qu'auparavant	5	2
	Oui, comme d'habitude	37	17
	Oui, moins qu'auparavant	7	6
	Non	50	71
	(nsp)	2	4
	Total	100%	100%

Les ménages français, pauvre ou non, n'envisagent globalement pas de changer leurs habitudes en matière de dons à des associations.

b.3 Aide matérielle apportée à des proches en 2008

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

En 2008, avez-vous apporté une aide matérielle à des proches ?		Mfr	Msp
	Oui, plus qu'auparavant	11	7
	Oui, comme d'habitude	26	18
	Oui, moins qu'auparavant	4	7
	Non	59	68
	(nsp)	0	0
Total	100%	100%	

Environ 40% des ménages français en général déclarent avoir apporté une aide matérielle à des proches en 2008, contre 32% des ménages pauvres. On note une légère progression de ces aides en 2008.

b.4 Projections d'aide matérielle à apporter à des proches dans les mois qui viennent

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Envisagez-vous de le faire dans les mois qui viennent ?		Mfr	Msp
	Oui, plus qu'auparavant	10	6
	Oui, comme d'habitude	34	20
	Oui, moins qu'auparavant	3	4
	Non	49	64
	(nsp)	5	6
Total	100%	100%	

Un petit nombre de ménages français prévoit d'apporter un surcroît d'aide à leurs proches dans les mois qui viennent.

6/ CONCLUSION GENERALE SUR LA SITUATION ACTUELLE

- Comparaison ménages français en général / ménages en situation de pauvreté

Pour conclure, vous diriez que vous êtes aujourd'hui « ... » pour ?		Mfr	Msp
Le pouvoir d'achat des français en général	Très inquiet	42	56
	Assez inquiet	45	32
	Peu inquiet	7	6
	Pas du tout inquiet	4	4
	(nsp)	1	2
	Total	100%	100%
Votre pouvoir d'achat	Très inquiet	30	53
	Assez inquiet	38	31
	Peu inquiet	19	10
	Pas du tout inquiet	12	5
	(nsp)	0	1
	Total	100%	100%
La situation des entreprises françaises en général	Très inquiet	51	54
	Assez inquiet	37	30
	Peu inquiet	7	7
	Pas du tout inquiet	3	6
	(nsp)	2	3
	Total	100%	100%
Votre situation professionnelle (la vôtre et/ou celle de votre conjoint)	Très inquiet	22	41
	Assez inquiet	27	27
	Peu inquiet	27	16
	Pas du tout inquiet	23	14
	(nsp)	1	2
	Total	100%	100%
L'évolution à venir de la crise actuelle	Très inquiet	45	50
	Assez inquiet	41	36
	Peu inquiet	8	6
	Pas du tout inquiet	3	4
	(nsp)	2	4
	Total	100%	100%

Les ménages français, pauvres ou non, sont globalement inquiets au sujet de la situation des entreprises, du pouvoir d'achat des français et de l'évolution à venir de la crise (autour de 85% d'inquiétude sur ces sujets).

Les ménages pauvres sont significativement plus inquiets que les ménages français en général sur leur propre situation : 84% des premiers sont inquiets pour leur pouvoir d'achat, contre 68% des seconds ; 68% des premiers sont inquiets pour leur situation professionnelle, contre 49% des seconds.

7/ANALYSE MULTIDIMENSIONNELLE : LES FACTEURS DE FRAGILITÉ FACE À LA CRISE

a. Un indicateur d'impact de la crise

De nombreuses questions permettent d'approcher l'impact de la crise sur la situation financière et les comportements des ménages. Afin de construire un indicateur tenant compte de l'articulation de ces différentes questions entre elles, des méthodes d'analyse multidimensionnelle des variables ont été mises en œuvre. Ces méthodes sont présentées en annexes.

En plus d'aboutir à la construction d'un indicateur d'impact de la crise, les traitements montrent la hiérarchie des comportements d'adaptation. En effet, en réponses à des difficultés accrues, les ménages ont *d'abord* opéré des restrictions sur leur consommation et, pour ceux qui en disposaient, utilisé leur épargne. Les découverts bancaires, le recours à la solidarité et les retards dans le paiement des factures ne viennent qu'ensuite, en cumul avec les restrictions lorsque ces dernières n'ont pas été suffisantes.

Les analyses menées ont conduit à retenir 8 indicateurs pour mesurer l'impact de la crise :

- 4 indicateurs de restrictions : se restreindre sur certains postes au cours des trois derniers mois, changer ses habitudes de consommation alimentaire, recourir au hard-discount plus que d'habitude, restreindre les dépenses de loisirs ;
- 4 indicateurs de difficultés budgétaires : puiser dans ses économies, avoir été en découvert plus que d'habitude, avoir eu des difficultés pour s'acquitter de factures, avoir eu recours à l'aide sociale ou à celle du réseau familial ou amical, plus que par le passé.

L'indicateur construit distingue finalement 4 niveaux d'impact de la crise :

- **Niveau 1 : les ménages n'ayant quasiment pas changé leur comportement.** Il regroupe 36% des ménages métropolitains, 18% des ménages en situation de pauvreté. Ces ménages ont adopté au maximum un comportement de restriction ou de modification de leurs habitudes financières. Lorsque cela a été le cas, il s'agissait le plus souvent d'une restriction sur les loisirs (19% des ménages de ce groupe), plus rarement d'une utilisation de leurs économies (10%).
- **Niveau 2 : ménages ayant faiblement changé leur comportement, sans remettre en cause leur équilibre budgétaire.** Il regroupe 27% des ménages métropolitains, 27% également des ménages en situation de pauvreté. Ces ménages ont adopté deux ou trois comportements parmi les restrictions ou changements d'habitudes suivants (par ordre d'importance) :
 - Restrictions dans les loisirs (82%) ;
 - Modifications dans les habitudes alimentaires (43% ont ainsi évité certains produits trop chers, ou encore ont mangé moins souvent à l'extérieur) ;
 - Fait de puiser dans les économies (34%).

Comme les précédents, ces ménages n'ont pas connu de découverts bancaires plus fréquents qu'auparavant, ni de difficultés particulières pour payer leurs factures.

- **Niveau 3 : les ménages qui ont changé leurs habitudes de consommation, sans recourir aux découverts bancaires ou à la solidarité.** Il regroupe 24% des ménages métropolitains, 26% des ménages en situation de pauvreté. Ces ménages ont adopté quatre ou cinq comportements parmi les restrictions ou changements d'habitudes suivants (par ordre d'importance) :

- Restrictions dans les loisirs (96%)
- Fait de puiser dans les économies (79%)
- Modification des habitudes alimentaires (78%)
- Recours au hard-discount plus qu'auparavant.

Le recours à l'aide sociale ou à l'aide d'amis est resté limité (25%), de même que celui au découvert bancaire (27%). Le tiers de ces personnes déclare cependant avoir eu des difficultés pour s'acquitter de leurs factures.

- **Niveau 4 : les ménages les plus fortement touchés par la crise.** Il correspond à 13% des ménages métropolitains, 28% des ménages en situation de pauvreté. Ces ménages ont modifié leurs comportements sur six à huit points. En particulier, les trois quarts d'entre eux ont été à découverts plus que par le passé, la moitié ont eu des difficultés pour s'acquitter de certaines factures et les deux tiers ont sollicité une aide sociale ou amicale plus qu'auparavant.

Les ménages pauvres sont plus nombreux que les autres à avoir subi un impact important de la crise (54% appartiennent aux deux derniers groupes, contre 37% de l'ensemble). Lorsque c'est le cas, les restrictions budgétaires ont plus rarement suffi que pour l'ensemble des ménages.

Indicateur d'impacts de la crise...		
	Mfr	Msp
Niveau 1 : impact très faible	36	18
Niveau 2 : impact faible	27	28
Niveau 3 : impact important	24	26
Niveau 4 : impact très important	13	28
Total	100%	100%

b. un impact différencié selon les caractéristiques des ménages

b.1 Situation familiale

Les ménages ayant ressenti le plus durement les conséquences de la crise sont les familles monoparentales : 26% sont dans le groupe des personnes ayant connu un impact important sur les dépenses et sur l'équilibre budgétaire, contre 5% seulement des couples avec enfants.

L'impact de la crise sur les familles monoparentales en situation de pauvreté est particulièrement important : le tiers d'entre elles sont très fortement concernées et seules 6% n'ont pas modifié leur comportement depuis 3 mois.

Après les familles monoparentales, ce sont les couples avec enfants, notamment en situation de pauvreté, qui ont été les plus concernés. Les couples sans enfant, même lorsqu'ils sont en situation de pauvreté, ont relativement peu ressenti les conséquences de la crise.

	Mfr	Msp	
Répartition des ménages selon leur situation familiale et leur situation par rapport à la pauvreté, dans les deux modalités extrêmes de l'indicateur d'impact	Très faible impact, ensemble	36	18
	Personne seule	40	22
	Couple sans enfants	41	25
	Couple avec enfant	31	18
	Familles monoparentales	27	6
	Impact très important, ensemble	13	28
	Personne seule	13	24
	Couple sans enfants	5	13
	Couple avec enfant	16	35
	Familles monoparentales	26	35

Exemple de lecture : 36% de l'ensemble des ménages métropolitains n'ont été que peu concernés par la crise. 26% de l'ensemble des familles métropolitaines sont dans ce cas, 26% ont connu un impact très important. 6% des familles monoparentales en situation de pauvreté n'ont connu qu'un faible impact de la crise, 35% ont connu un impact très important.

b.2 Age

Les ménages les plus jeunes sont les plus touchés par la crise. Là encore, les différences sont accentuées parmi les ménages en situation de pauvreté : près de la moitié des moins de 30 ans en dessous du seuil de pauvreté ont connu une forte dégradation de leur situation financière et de leur mode de vie au cours des trois derniers mois. Les 60 ans ou plus, même en situation de pauvreté, ont relativement peu ressenti la crise.

	Mfr	Msp	
Répartition des ménages selon leur âge et leur situation par rapport à la pauvreté, dans les deux modalités extrêmes de l'indicateur d'impact	Très faible impact, ensemble	36	18
	Moins de 30 ans	16	8
	30-44 ans	29	14
	45-59 ans	34	13
	60 ans ou plus	53	35
	Impact très important, ensemble	13	28
	Moins de 30 ans	21	42
	30-44 ans	20	40
	45-59 ans	12	22
	60 ans ou plus	5	9

b.3 Situation par rapport au travail et catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

La situation par rapport au travail a un fort impact sur les conséquences de la crise. Les ménages dont la personne de référence, et dans une moindre mesure, lorsqu'elle est inactive hors retraité, sont les plus touchés. Les retraités, en cohérence avec ce qui avait été observé pour les 60 ans ou plus, n'ont que peu modifié leur comportement.

Parmi les personnes en situation de pauvreté, la différence entre les actifs occupés et les chômeurs est atténuée... mais dans le mauvais sens : les actifs en situation de pauvreté sont nombreux à avoir connu de fortes difficultés suite à la crise.

	Mfr	Msp	
Répartition des ménages selon la situation par rapport au travail du chef de ménage et leur situation par rapport à la pauvreté, dans les deux modalités extrêmes de l'indicateur d'impact	Très faible impact, ensemble	36	18
	travaille	32	15
	Au chômage	17	7
	Retraité	53	35
	Autres inactifs	23	15
	Impact très important, ensemble	13	28
	travaille	12	30
	Au chômage	37	40
	Retraité	5	10
Autres inactifs	23	32	

L'influence de la catégorie socioprofessionnelle est plus faible. L'impact le plus limité est observé pour les cadres et professions intermédiaires, et, de façon plus surprenante, pour les exploitants agricoles et les indépendants. Cette dernière catégorie est peu touchée par la crise, y compris lorsqu'elle est en situation de pauvreté. Ce constat peut s'expliquer par le nombre important de retraités qui la composent. L'impact le plus important est observé parmi les employés, notamment en situation de pauvreté.

	Mfr	Msp	
Répartition des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (y compris retraités) et leur situation par rapport à la pauvreté, dans les deux modalités extrêmes de l'indicateur d'impact	Très faible impact, ensemble	36	18
	Indépendant et agriculteurs	43	31
	Cadres et professions intermédiaires	43	15
	Employés	31	9
	ouvriers	33	21
	Impact très important, ensemble	13	28
	Indépendant et agriculteurs	8	16
	Cadres et professions intermédiaires	8	29
	Employés	18	36
	ouvriers	15	25

b.4 Situation par rapport au logement

Les moins concernés par la crise sont les propriétaires, devant les accédants. Les plus touchés sont les locataires, notamment du secteur privé. Les différences entre les ménages selon la situation par rapport au logement se retrouvent quasiment à l'identique parmi les ménages pauvres.

	Mfr	Msp	
Répartition des ménages selon la situation par rapport au logement (y compris retraités) et leur situation par rapport à la pauvreté, dans les deux modalités extrêmes de l'indicateur d'impact	Très faible impact, ensemble	36	18
	Propriétaire	51	30
	Accédant	33	19
	Locataire du secteur privé	24	16
	Locataire du secteur social	23	11
	Impact très important, ensemble	13	28
	Propriétaire	6	16
	Accédant	11	23
	Locataire du secteur privé	25	37
	Locataire du secteur social	20	33

b.5 Taille d'agglomération

Elle ne joue que peu sur l'impact de la crise. Sur l'ensemble de la population, la crise n'a ainsi pas eu d'impacts différenciés selon que les ménages résident en milieu rural, dans une grande ville ou encore dans l'agglomération parisienne.

Du côté des ménages pauvres, les effectifs par taille d'agglomération sont relativement faibles. A noter cependant que, parmi les 122 ménages en situation de pauvreté interrogés et habitant en milieu rural, 23% n'ont pas modifié leur comportement, contre 9% pour les 153 ménages habitant en région parisienne ou dans une agglomération de plus de 200 000 habitants. Le quart des ménages pauvres ruraux, contre le tiers des citoyens des grandes villes, a subi très fortement la crise. En somme, les conséquences de la crise sur les ménages pauvres semblent avoir été plus fortes dans les grandes villes, qu'en milieu rural.

c. les facteurs de fragilité

L'analyse précédente a permis de caractériser les ménages les plus touchés par la pauvreté, indépendamment de leur situation de pauvreté. **Les plus concernés ainsi donc les jeunes, les familles monoparentales, les personnes au chômage, ainsi que les locataires du secteur privé.** Les moins touchés sont les personnes de plus de 60 ans, les retraités et les propriétaires.

Si ces résultats renseignent sur qui sont les ménages touchés par la crise, ils ne permettent pas d'identifier les facteurs de fragilité des ménages face à une dégradation de la situation économique. En effet, il est par exemple difficile de savoir comment interpréter le fait que les propriétaires sont moins touchés : ce peut-être parce que, plus âgés que les autres ménages, ils bénéficient d'une retraite stable, ou peut-être est-ce parce qu'ils n'ont pas à s'acquitter de charges de logement.

Pour pouvoir comprendre ce qui explique la plus ou moins grande fragilité des ménages face à la crise, nous avons effectué une analyse « toute chose égale par ailleurs », qui permet d'étudier l'impact de chacune des variables indépendamment des autres.

Ces résultats sont qualifiés dans le tableau suivant (les résultats complets sont présentés en annexes). Ils sont étudiés d'une part pour l'ensemble des ménages, d'autre part pour les ménages pauvres.

Sur l'ensemble des ménages, on obtient les facteurs de fragilité suivants :

- **Le fait de disposer de moins de 1500 euros mensuels** : les ménages concernés ont une très forte probabilité d'être fortement touchés par la crise.
- **Le fait d'avoir des enfants** : les familles avec enfants ont une très forte probabilité d'être fortement concernés. A noter qu'il n'y a pas de différence significative entre les couples avec enfants et les familles monoparentales. Les différences signalées ci-dessus s'expliquaient donc par les caractéristiques des familles monoparentales (âge, revenus, situation par rapport au travail notamment), et non par leur statut de personnes seules avec enfants.
- **Le fait d'être au chômage**, même à revenus fixés, accroît les risques d'être fortement touchés par la crise.
- **Le fait d'avoir moins de 30 ans**, dans la mesure où les jeunes ont une probabilité faible ne pas être touchés du tout par la crise
- **Le fait d'avoir d'être locataire.** Il n'y a pas de différences significatives entre les locataires du secteur privé et du secteur social

L'analyse confirme l'absence d'impact de la taille d'agglomération. Par ailleurs, elle ne permet pas d'identifier des facteurs de fragilité qui seraient spécifiques aux ménages en situation de pauvreté. Seuls le fait d'avoir moins de 45 ans provoque une fragilité supplémentaire parmi les ménages pauvres, alors que ce n'est pas le cas sur l'ensemble.

Impact des différentes modalités sur la probabilité	De ne pas être touché par la crise		D'être fortement touché par la crise	
	Mfr	Msp	Mfr	Msp
Situation familiale				
Seul	+++	++	---	--
Couple sans enfant	ns	ns	---	---
Couple avec enfant	ref	ref	ref	ref
Monoparents	ns	ns	ns	ns
Age				
Moins de 30	---	---	ns	+
30-44 ans	ns	ns	ns	+
45-59 ans	ref	ref	ref	ref
Plus de 60 ans	+++	++	--	--
Taille d'agglomération				
Rural	ns	ns	ns	ns
Ville de moins de 200 000 habitants	ref	ref	ref	ref
Agglomération de plus de 200 000 habitants	ns	ns	ns	ns
Situation par rapport au travail				
Travaille, à la retraite, inactifs	ref	ref	ref	ref
Chômage	ns	--	+++	++
Situation par rapport au logement				
Propriétaire	++	++	---	---
Accédant	ns	ns	--	--
Locataire privé	ref	ref		ref
Locataire social	ns	ns	ns	ns
Revenus mensuels				
Moins de 1000 euros	--	ns	+++	ns
De 1000 à 1500 euros	---	Ref	+++	ref
De 1500 à 2000 euros	ns		ns	
De 2000 à 3000 euros	ref		ref	
De 3000 à 4000 euros	+	+++	ns	---
Plus de 4000 euros	++		ns	

Guide de lecture : la procédure en question consiste à déterminer, à partir d'un individu de référence choisi arbitrairement, quel est l'impact sur le comportement étudié de la variation d'une ou plusieurs variables, les autres restant inchangées. L'individu de référence choisi peut-être fictif et n'influe pas sur les résultats obtenus. Il présente un certain nombre de caractéristiques correspondant aux différentes variables explicatives. Le modèle fait varier chacune des caractéristiques de l'individu, les autres restant inchangées, et détermine de quelle façon la variable expliquée pourra être affectée par cette variation. Le modèle calcule quelle est la probabilité, pour l'individu de référence, d'avoir la caractéristique étudiée. Lorsque l'on fait varier une caractéristique, le modèle calcule la nouvelle probabilité associée. Dans le tableau ci-dessus, les modalités de référence sont indiquées par « REF ». Les modalités induisant une hausse des probabilités par rapport à l'individu de référence sont signalés par le signe « + », celles qui indiquent une baisse par le signe « - ». Le nombre de signes est proportionnel à l'intensité de l'écart. Le signe « ns » indique que la modalité n'induit pas d'écart significatif par rapport à l'individu de référence.

ANNEXE 1 – MÉTHODE UTILISÉE POUR REPÉRER LES MÉNAGES EN SITUATION DE PAUVRETÉ

a. Un filtre sommaire lors de l'enquête

Dans un premier temps, repérer les ménages en situation de pauvreté a dû se faire lors de l'enquête. En effet, la méthodologie d'enquête prévoyait un sur-échantillon de ménages en situation de pauvreté. Les deux échantillons ont été construits de la façon suivante :

- Interrogation de l'échantillon représentatif de 1000 ménages métropolitains. Il s'agissait ici d'une interrogation classique, à partir des annuaires et en suivant des quotas
- Une fois l'interrogation des 1000 ménages terminées, l'enquête a été ciblée sur les ménages en situation de pauvreté pour constituer le sur-échantillon de 300 ménages. Il n'était pas possible de poser dès le début du questionnaire des questions trop détaillées sur les revenus : elles auraient fortement augmenté le temps de réponse. Pour des questions de durée de réalisation du terrain et de coût de l'enquête, il était également difficile de repérer l'âge des enfants en détail pour pouvoir calculer des unités de consommation et un niveau de vie exact, puis pour retenir ou non le ménage selon sa situation par rapport au seuil de pauvreté.

La solution choisie a donc été de mettre en place un filtre sommaire, tenant compte du nombre de personnes du ménage. Selon ce nombre, l'enquête demandait simplement au ménage si ces revenus étaient inférieurs à un certain seuil, qui correspondait au seuil de revenus mensuels probables pour que ce ménage soit en situation de pauvreté, étant donnée sa taille. Ce seuil avait été calculé à partir d'enquêtes précédentes.

Ce seuil est donné par le tableau suivant (en euros mensuels)

Nombre d'enfants	Personne seule	couple
Aucun	880	1320
1	1232	1672
2	1584	2024
3	1848	2376
4 ou plus	2000	2600

b. Un calcul précis des niveaux de vie et du taux de pauvreté mesuré par l'enquête

Après l'enquête, les niveaux de vie précis, selon les déclarations des ménages ainsi que le seuil de pauvreté observé dans l'enquête ont été calculés.

- Les ménages ont fournis leurs revenus mensuels en clair, puis leurs revenus en tranche pour ceux qui ne souhaitent pas répondre à la question précise sur les revenus. En tout, 253 ménages, 19% de ceux interrogés, n'ont pas donné leurs revenus en clair mais seulement en tranches. Ces 253 ménages se répartissent entre 219 ménages de l'échantillon représentatif

des ménages métropolitains (22%), et 34 ménages du sur-échantillon (11%). Afin de pouvoir calculer un niveau de vie, le revenu précis des ménages ne l'ayant pas fourni en clair a été estimé à partir de la méthode des « résidus simulés ». Les revenus estimés ont été comparés aux revenus déclarés pour les ménages ayant donné leurs revenus précis, ce qui a permis de valider la méthode sur l'échantillon des ménages interrogés dans le cadre de cette enquête.

- Les ménages avaient été interrogés sur le nombre et l'âge de leurs enfants. Il a donc été possible de calculer les unités de consommation et le niveau de vie de l'échantillon. Un seuil de pauvreté a été calculé spécifiquement sur l'enquête, à 60% de la médiane des niveaux de vie des 1000 ménages représentatifs de la population métropolitaine. En effet, les revenus de l'enquête sont des revenus déclarés, et non mesurés comme dans le cadre des enquêtes revenus fiscaux qui permettent de calculer le seuil de pauvreté usuel (880 euros). Il nous a donc semblé plus cohérent de calculer un seuil de pauvreté spécifique et non de reprendre le seuil de 880 euros. Le seuil calculé dans l'enquête est de 800 euros. Le taux de pauvreté parmi l'échantillon de 1000 ménages représentatifs des ménages métropolitains s'élève à 20%. Étant donnée la marge d'erreur liée à la taille de l'échantillon, ce taux de pauvreté est cohérent par rapport à ceux qui sont calculés dans des enquêtes utilisant les revenus déclarés (16% dans l'enquête permanente sur les conditions de vie en 2001 par exemple).

c. Une redéfinition du sur-échantillon de ménages pauvres

Le seuil de pauvreté a été appliqué au sur-échantillon de ménages pauvres afin d'affiner la définition de cet échantillon. 62 ménages, 20% des 311 interrogés en tout, n'étaient pas en situation de pauvreté. Ils ont été exclus du sur-échantillon. Dans la synthèse, l'échantillon de ménages en situation de pauvreté est finalement constitué de 434 ménages : 185 sont issus de l'échantillon représentatif de 1000 ménages, 249 du sur-échantillon de 300 ménages.

d. Analyse des raisons de l'écart entre la question filtre et la situation re-calculée

Afin d'améliorer la question permettant de repérer les ménages en situation de pauvreté lors de vagues postérieures d'un éventuel panel, il est important de comprendre pourquoi 62 ménages du sur-échantillon n'étaient pas en situation de pauvreté.

Le premier motif d'erreur pourrait être lié au fait que les revenus ont été estimés pour 34 ménages, qui n'avaient pas fourni leurs revenus précis. On vérifie que l'écart n'est pas lié à l'estimation : seuls 4 ménages ne sont finalement pas en situation de pauvreté et n'ont pas donné leurs revenus précis.

Le second motif est également relativement rare : pour 15 ménages, 5% de ceux du sur-échantillon, les revenus précis communiqués sont finalement au-dessus du seuil alors qu'ils avaient déclaré un revenu inférieur au seuil.

Le troisième motif est lié à l'utilisation d'un seuil de 880 euros pour la question filtre, et de 800 euros pour définir le taux de pauvreté dans l'enquête : 26 ménages, 8% de ceux du sur-échantillon, avaient un niveau de vie compris entre 800 et 880 euros.

Enfin, le quatrième motif est lié à l'estimation des unités de consommation pour la question filtre : les seuils déterminés tenaient compte d'unités de consommation approchées à partir d'autres enquêtes. C'est cette estimation qui est la première cause du décalage observé : 33 ménages, 11% du sur échantillon et la moitié des ménages qui ne sont finalement pas en situation de pauvreté, avaient en fait un nombre d'unités de consommation plus faible que celui utilisé pour la question filtre.

ANNEXE 2 – MÉTHODE UTILISÉE POUR CONSTRUIRE L'INDICATEUR D'IMPACT DE LA CRISE ET LES RÉSULTATS DE L'ANALYSE MULTI-DIMENSIONNELLE.

a. Méthode de construction du score

L'enquête comprenait un grand nombre de questions pouvant être utilisées pour construire un indicateur d'impact de la crise. Ces questions étaient les suivantes :

- Q16 - a le sentiment de s'en sortir plus difficilement qu'il y a 3 mois
- Q25 - au cours des trois derniers mois, a puisé plus qu'auparavant dans ses économies pour équilibrer son budget
- Q26 - au cours des trois derniers mois, a été à découvert plus qu'auparavant
- Q27 - au cours des trois derniers mois, a mis de l'argent de côté en se restreignant plus que d'habitude
- Q28 - au cours des trois derniers mois, a retardé une dépense importante pour des raisons financières
- Q36 – avez-vous eu, au cours des trois derniers mois, des difficultés pour payer une ou plusieurs factures, à cause de problèmes d'argent
- Q43 – au cours des trois derniers mois, pour des raisons financières, avez-vous vendu des objets vous appartenant, alors que ne le faisait que rarement auparavant
- Q45 – est en situation de surendettement depuis 3 mois
- Q50 : depuis 3 mois, est obligé de s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de son budget, plus que d'habitude
- Q53 – au cours des 3 derniers mois, a eu le sentiment de changer ses habitudes concernant l'alimentation pour des raisons budgétaires.
- Q57 - Au cours des 3 derniers mois, a restreint ses dépenses de loisirs
- Q58 – a dû revoir ses plans de vacances pour des questions de budget, ou ne partira pas alors qu'il souhaitait le faire
- Q59 – prévoit de dépenser moins que l'an dernier pour Noël
- Q60 a renoncé à des dépenses de santé au cours des trois derniers mois
- Q61 – utilise plus que d'habitude les achats discount.
- Q74 – a eu recours à au moins une des actions de solidarité envisagé au cours des trois derniers mois, alors que cela ne lui était jamais arrivé, ou une ou deux fois par le passé.

Parmi ces questions, certaines ont été éliminées pour des motifs liés à leur sens. Il s'agit des questions suivantes :

- Q27 - le fait de ne pas mettre de l'argent de côté peut être lié à une dégradation de la situation financière, mais aussi à un comportement global qui n'est pas lié à la crise
- Q28 - le ménage peut ne pas avoir eu à envisager de dépenses importantes au cours des trois derniers mois. La réponse « non » peut donc signifier l'absence d'impact ou bien l'absence de dépense envisagée

- Q58 et q60 - éliminées selon la même logique : tous les ménages n'ont pas envisagé ou n'ont pas eu à faire ces dépenses

D'autres ont été éliminées parce que les comportements auxquels elles se référaient étaient très marginaux. Ils étaient par ailleurs couplés avec les autres restrictions envisagées, et les prendre en compte complexifiait le calcul sans modifier les résultats. Il s'agit du surendettement et de la vente d'objets.

Pour les questions restantes, se posait la question de savoir si les traiter tous de la même façon avait du sens ou bien si une pondération devait être mise en place. Pour répondre à cette question, nous avons réalisé une Analyse des Correspondances Multiples sur ces variables. Cette analyse nous a conduit à éliminer la Q16, question fortement liée aux perceptions et qui se projetait de manière peu cohérente par rapport aux autres questions utilisées.

Le premier axe de cet ACM explique plus du tiers de la variance totale. Il oppose les comportements de restriction, à l'absence de comportement. Il peut finalement être considéré comme une variable représentant la mise en œuvre de comportements de restriction. Cet axe a ensuite été régressé sur les variables retenues afin de repérer comment elles interviennent pour l'expliquer. Les coefficients de la régression ont été utilisés pour pondérer les variables retenues dans la construction du score final.

Avant la régression, la question portant sur les achats de Noël a été supprimée, afin de construire un score qui puisse être reproduit et ne soit pas dépendant dans sa construction, de la période d'enquête.

Afin de repérer ensuite comment scinder le score pour aboutir à un indicateur discret, nous avons en parallèle réalisé une typologie des ménages sur la base de ces mêmes variables. Les classes obtenues montraient bien des comportements d'adaptation progressifs à la crise. Le croisement des classes et du score, et la prise en compte des valeurs pour lesquels le score connaissait de forte rupture, a permis d'aboutir à l'indicateur final.

La question initiale était de savoir si les variables constituant le score devaient être pondérées ou non. Nous avons constaté que les coefficients de régression des différentes variables étaient très proches. Par ailleurs, la méthode de coupure pour l'indicateur final a conduit à retenir des items qui correspondaient à la somme non pondérée des indicatrices utilisées. Nous en concluons donc que ces indicatrices peuvent être sommées sans pondération. Ce constat rendra plus facile la reproduction de ce score lors d'éventuelles enquêtes ultérieures.

Le score construit a donc été finalement obtenu en sommant les indicatrices correspondant aux variables suivantes :

Q25 - au cours des trois derniers mois, a puisé plus qu'auparavant dans ses économies pour équilibrer son budget

Q26 - au cours des trois derniers mois, a été à découvert plus qu'auparavant

Q36 – avez-vous eu, au cours des trois derniers mois, des difficultés pour payer une ou plusieurs factures, à cause de problèmes d'argent

Q50 - depuis 3 mois, est obligé de s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de son budget, plus que d'habitude

Q53 – au cours des 3 derniers mois, a eu le sentiment de changer ses habitudes concernant l'alimentation pour des raisons budgétaires.

Q57 - au cours des 3 derniers mois, a restreint ses dépenses de loisirs

Q61 – utilise plus que d'habitude les achats discount.

Q74 – a eu recours à au moins une des actions de solidarité envisagé au cours des trois derniers mois, alors que cela ne lui était jamais arrivé, ou une ou deux fois par le passé.

La valeur 1 de l'indicateur correspond à un score de 0 ou 1

La valeur 2 de l'indicateur correspond à un score de 2 ou 3

La valeur 3 de l'indicateur correspond à un score de 4 ou 5

La valeur 4 de l'indicateur correspond à un score de 6 à 8

b. Résultats de l'ACM

L'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) permet de mettre en évidence les relations entre les différentes variables.

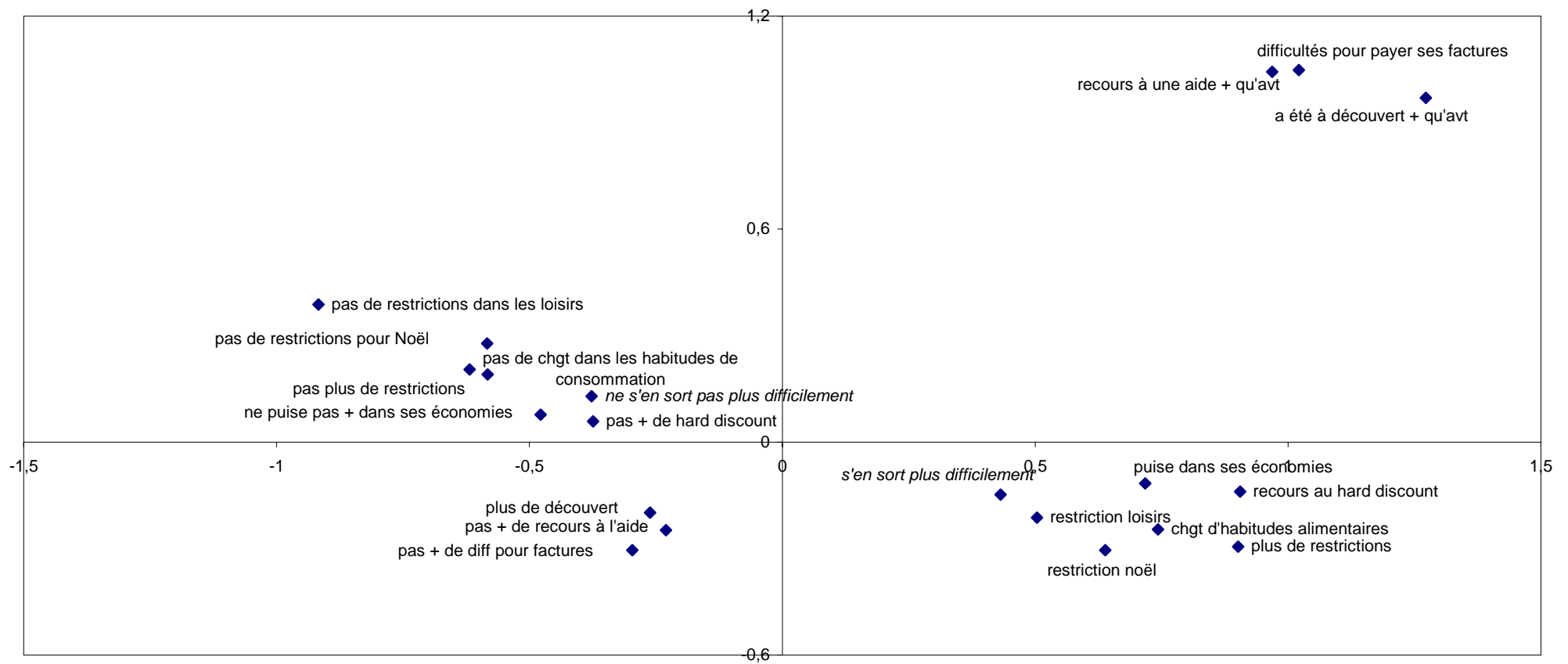
La description de l'impact de la crise repose sur plusieurs variables. Chacune d'elles peut être considérée comme un axe, ou comme une droite, sur laquelle la position des personnes est donnée par leur réponse. Par exemple, un ménage déclarant avoir eu recours à la solidarité aura une coordonnée de 1 sur la droite représentant ce recours, un ménage n'ayant pas eu ce recours, une coordonnée de 0. Les personnes interrogées constituent ainsi un nuage de points dans un espace dont la dimension est égale au nombre de variables utilisées dans l'analyse.

L'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) permet de projeter ces points dans des espaces de dimension plus faible afin de les visualiser. Les nouveaux axes construits, qui sont en fait des combinaisons linéaires des variables initiales, sont ceux qui déforment le moins la structure de l'échantillon (le nuage de points). La représentation graphique des variables sur un plan montre alors leurs relations et la façon dont elles structurent l'échantillon.

L'analyse effectuée ci-dessous montre, sans surprise, l'opposition entre les variables qui décrivent l'adoption d'un comportement de restriction, et celles qui montrent l'absence de mise en œuvre de ces comportements. Elle confirme que les ménages tendent à cumuler ces comportements.

Plus intéressant, la projection sur le deuxième axe montre que les variables d'ajustement par le budget, et non par la restriction, n'ont pas le même statut que les autres : les ménages qui adoptent ces comportements d'ajustement par le budget peuvent ne pas être les mêmes que ceux qui se restreignent dans leur consommation. La typologie ensuite réalisée aboutit au constat que, dans de nombreux cas, les ménages tentent d'abord de se restreindre, avant d'en arriver à une situation très tendue budgétairement.

Finalement, les tensions budgétaires peuvent, pour les ménages les moins en difficulté, permettre de maintenir un niveau de dépenses proche du niveau antérieur. Pour d'autres, elles sont le constat que les restrictions ne suffisent plus à équilibrer le budget. Elles viennent alors probablement encore aggraver la situation.



ANNEXE 3 – RÉSULTATS DES RÉGRESSIONS LOGISTIQUES EFFECTUÉS SUR L'INDICATEUR D'IMPACT DE LA CRISE

Dans les régressions sur l'ensemble des ménages, l'individu de référence vit en couple avec enfant, est âgé de 45 à 59 ans, habite dans une agglomération de moins de 200 000 habitants, travaille, est à la retraite ou inactif, est locataire dans le privé et vit dans un ménage dont les revenus sont compris entre 3000 et 3999 euros.

Pour les ménages en situation de pauvreté, l'individu de référence a les mêmes caractéristiques, à l'exception des revenus : ses revenus sont compris entre 1000 et 1499 euros.

Remarques : les modalités retraités, travaille et autres inactifs ont été regroupées pour éviter de trop forte corrélation entre la situation par rapport au travaille et l'âge.

Les personnes hébergées peu nombreuses, ont été exclues de l'analyse.

a. Modalité « pas d'impact », régression sur l'ensemble des ménages

Analysis of Maximum Likelihood Estimates					
Parameter	DF	Estimate	Standard Error	Wald Chi-Square	Pr > ChiSq
Intercept	1	-1.1250	0.3018	13.8964	0.0002
Personne seule	1	0.7568	0.2439	9.6315	0.0019
Couples sans enfant	1	0.0859	0.2153	0.1592	0.6899
Famille monoparentale	1	0.3607	0.3317	1.1822	0.2769
Moins de 29 ans	1	-0.8428	0.3472	5.8930	0.0152
De 30 à 44 ans	1	-0.0375	0.2127	0.0311	0.8601
60 ans ou plus	1	0.7046	0.2059	11.7131	0.0006
Rural	1	0.0106	0.1926	0.0030	0.9562
Agglomération de plus de 200 000 habitants	1	-0.0874	0.1711	0.2608	0.6095
Au chômage	1	-0.5118	0.3540	2.0907	0.1482
Propriétaire	1	0.5704	0.2363	5.8267	0.0158
Accédant	1	0.1567	0.2441	0.4125	0.5207
Locataire secteurs social	1	-0.1078	0.2786	0.1498	0.6988
Moins de 1000 €	1	-0.5571	0.2727	4.1738	0.0411
De 1000 à 1499	1	-1.0864	0.2784	15.2249	<.0001
De 1500 à 1999	1	-0.0492	0.2354	0.0438	0.8343
De 3000 à 3999	1	0.4115	0.2368	3.0201	0.0822
4000 ou plus	1	0.6219	0.2332	7.1138	0.0076

b. Modalité « fort impact », régression sur l'ensemble des ménages

Analysis of Maximum Likelihood Estimates					
Parameter	DF	Estimate	Standard Error	Wald Chi-Square	Pr > ChiSq
Intercept	1	-1.4817	0.3915	14.3238	0.0002
Personne seule	1	-0.8387	0.3236	6.7180	0.0095
Couples sans enfant	1	-1.0614	0.3547	8.9541	0.0028
Famille monoparentale	1	0.0128	0.3663	0.0012	0.9722
Moins de 29 ans	1	0.3649	0.3498	1.0882	0.2969
De 30 à 44 ans	1	0.2270	0.2716	0.6987	0.4032
60 ans ou plus	1	-0.6455	0.3647	3.1324	0.0767
Rural	1	0.0766	0.2796	0.0750	0.7841
Agglomération de plus de 200 000 habitants	1	0.1114	0.2431	0.2101	0.6467
Au chômage	1	0.8897	0.3020	8.6814	0.0032
Propriétaire	1	-0.8192	0.3319	6.0922	0.0136
Accédant	1	-0.5505	0.3066	3.2223	0.0726
Locataire secteurs social	1	-0.4232	0.2996	1.9946	0.1579
Moins de 1000 €	1	1.0356	0.3754	7.6117	0.0058
De 1000 à 1499	1	1.0953	0.3393	10.4236	0.0012
De 1500 à 1999	1	0.3620	0.3381	1.1464	0.2843
De 3000 à 3999	1	-0.4383	0.4351	1.0147	0.3138
4000 ou plus	1	-0.6705	0.4456	2.2636	0.1324

c. Modalité « pas d'impact », régression sur les ménages en situation de pauvreté

Analysis of Maximum Likelihood Estimates					
Parameter	DF	Estimate	Standard Error	Wald Chi-Square	Pr > ChiSq
Intercept	1	-1.9221	0.3028	40.2896	<.0001
Personne seule	1	0.5835	0.2134	7.4769	0.0062
Couples sans enfant	1	0.0617	0.1926	0.1027	0.7486
Famille monoparentale	1	-0.1958	0.2991	0.4285	0.5127
Moins de 29 ans	1	-0.7226	0.2977	5.8932	0.0152
De 30 à 44 ans	1	-0.0818	0.1912	0.1828	0.6690
60 ans ou plus	1	0.6466	0.1884	11.7748	0.0006
Rural	1	0.00137	0.1684	0.0001	0.9935
Agglomération de plus de 200 000 habitants	1	-0.0510	0.1529	0.1111	0.7389
Au chômage	1	-0.6458	0.2945	4.8109	0.0283
Propriétaire	1	0.5067	0.2063	6.0323	0.0140
Accédant	1	0.0756	0.2154	0.1231	0.7257
Locataire secteurs social	1	-0.3256	0.2408	1.8291	0.1762
Moins de 1000 €	1	0.2456	0.2448	1.0061	0.3158
De 1000 à 1499	1	1.1096	0.2024	30.0684	<.0001
1500 ou plus	1	-1.9221	0.3028	40.2896	<.0001

d. Modalité « fort impact », régression sur les ménages en situation de pauvreté

Analysis of Maximum Likelihood Estimates					
Parameter	DF	Estimate	Standard Error	Wald Chi-Square	Pr > ChiSq
Intercept	1	-0.4606	0.3272	1.9818	0.1592
Personne seule	1	-0.6737	0.2611	6.6586	0.0099
Couples sans enfant	1	-0.9116	0.2778	10.7659	0.0010
Famille monoparentale	1	-0.1275	0.2757	0.2140	0.6436
Moins de 29 ans	1	0.4519	0.2781	2.6413	0.1041
De 30 à 44 ans	1	0.3905	0.2150	3.2983	0.0693
60 ans ou plus	1	-0.7032	0.3040	5.3521	0.0207
Rural	1	-0.0656	0.2255	0.0846	0.7711
Agglomération de plus de 200 000 habitants	1	-0.0112	0.1879	0.0036	0.9523
Au chômage	1	0.6477	0.2274	8.1166	0.0044
Propriétaire	1	-0.7061	0.2682	6.9340	0.0085
Accédant	1	-0.5481	0.2481	4.8810	0.0272
Locataire secteurs social	1	-0.1599	0.2241	0.5091	0.4755
Moins de 1000 €	1	-0.0135	0.2461	0.0030	0.9563
De 1000 à 1499	1	-1.0545	0.2185	23.2837	<.0001
1500 ou plus	1	-0.4606	0.3272	1.9818	0.1592